



DÉCLARATION LIMINAIRE SUD ÉDUCATION – SUD RECHERCHE F3SCT CSA MESR – 19 DÉC. 2024

Cette instance de la F3SCT du CSA MESR se tient dans une situation plus que particulière, alors l'instance ne s'est pas réunie depuis le mois d'avril 2024.

Suite à la censure du gouvernement Barnier, un nouveau gouvernement n'a toujours pas été formé et les ministres démissionnaires ne sont plus responsables devant une quelconque instance ou représentation. Cela ne changera pas grand-chose pour le ministre de l'ESR qui en quelques semaines n'a même pas pris la peine de réunir ni de présider l'instance de représentation des personnels du CSA, préférant discuter dans les instances internes d'un syndicat étudiant d'extrême-droite.

Si le gouvernement Bayrou n'est toujours pas formé, il y a fort à parier que les choix budgétaires prochains seront toujours les mêmes : ceux des baisses des prélèvements obligatoires favorisant les plus fortuné·es et les grandes entreprises. Une politique soi-disant essentielle pour favoriser la compétitivité, la croissance et les emplois. Or, le bilan est tout autre. Ces choix budgétaires n'ont fait, année après année, que dégrader les comptes publics et vider les caisses de l'État : 62 milliards de recettes en moins selon la Cour des Comptes. Pendant ce temps là, les licenciements se multiplient.

Ce sont ces choix budgétaires qui ont dégradé encore plus les services publics déjà mis à mal par les politiques libérales depuis des décennies et ainsi développé les inégalités et les injustices. C'est pourquoi nous sommes particulièrement inquiet·es de voir se poursuivre cette politique, massivement rejetée dans la population et dont les effets sont délétères, creusent les inégalités et renforcent le vote d'extrême droite.

En cette fin d'année, les dossiers urgents sont nombreux pourtant :

- La justice fiscale, qui dans notre secteur passe par la suppression de la niche fiscale que constitue les 7.8Md€ du Crédit impôt recherche alors que le budget de l'ESR ne cesse de baisser. Ces milliards additionnés aux milliards d'€ d'argent public versés à des entreprises (et pas des moindres) dans le cadre de l'apprentissage constituent un transfert massif d'argent public vers le privé. Ce n'est donc pas là des considérations techniques qui président aux questions budgétaires, mais bel et bien à des choix politiques libéraux que Macron et ses gouvernements opèrent.

- l'abrogation de la réforme des retraites qui, en faisant travailler 2 ans de plus les salariéEs, constitue une attaque fondamentale contre la santé des personnels.

- l'augmentation des salaires et des traitements des fonctionnaires, des pensions et l'indexation de ces rémunérations sur l'inflation qui frappe fortement nos collègues aux plus faibles revenus et qui subissent depuis 20 ans une perte de pouvoir d'achat de plus de 25%.

- le projet du ministre démissionnaire de la fonction publique Kasbarian (libertarien forcené adorateur d'Elon Musk) de passer de 1 à 3 jours de carence et de réduire à 90 % le salaire en cas d'arrêt maladie des agent-es publics est pour nos organisations une provocation et une ligne rouge.

Pensez-vous sérieusement que les agent-es de l'ESR, et en 1er lieu les femmes, sont suffisamment rémunérés pour se permettre 10% de retenue de salaire?

Ou alors considérez-vous que les personnels mentent à leurs médecins ?

Le cas échéant, considérez-vous alors que les médecins fournissent des centaines de milliers d'arrêts de complaisance?

La santé des personnels ne se négocie pas, l'employeur en a la responsabilité, s'attaquer aux congés maladies, c'est s'en prendre à la santé des agent-es.

Il n'y a pas d'absentéisme des collègues (ça c'est pour les élèves en décrochage scolaire), il y a des personnels malades, en arrêt, qui respectent les prescriptions médicales (mais on sait que le ministre démissionnaire a un rapport disons singulier par rapport à la recherche médicale). Si les arrêts se multiplient, il faut certainement se pencher vers les conditions de travail, l'intensification du travail face au gel des postes dans les services, l'individualisation des parcours professionnels mais aussi le management toxique, les restructurations incessantes sous prétexte de simplification. Nous aurons cette année l'occasion de faire les bilans annuels AT/MP et SST ainsi que d'examiner le rapport annuel de la médecine de prévention. Nous espérons vivement que nous n'aurons pas à refaire les mêmes analyses et les mêmes préconisations que l'an dernier. Notre travail d'instance ne peut se résumer à analyser des bilans (incomplets) qui constatent que les OSM ne sont pas respectées dans les établissements.

- L'inaction climatique coûtera plus cher que d'investir dans la bifurcation écologique. Dans notre secteur, la situation budgétaire alarmante des établissements aura des conséquences sur la rénovation du bâti. Alors que 8Md€ sont nécessaires pour l'ensemble de notre périmètre, seuls 1,2Md€ de la MIREs ont été fléchés vers la rénovation des bâtiments. Dans ces bâtiments, tantôt frigo tantôt bouilloire, des collègues et des étudiant-es y passent des heures mettant leur santé en jeu.

Faute de prise en compte de ces urgences, les mobilisations entamées ces dernières semaines dans la fonction publique, dans l'ESR mais aussi chez les étudiant-es se poursuivront dès la rentrée.

Enfin, nous terminerons notre déclaration liminaire en exprimant toute notre solidarité avec la population de Mayotte frappée par le cyclone Chido ce 14 décembre.

Le bilan annoncé par les autorités de plusieurs centaines voire milliers de morts doit sonner comme une alarme dramatique pour le gouvernement.

Car la catastrophe qui est survenue met au jour le croisement entre crise écologique, système post-colonial et crise sociale. Le département de Mayotte est le département le plus jeune, le plus pauvre, le plus inégalitaire de France, les habitant·es n'ont pas accès à un même service public d'éducation, de santé et ont subi des épisodes de sécheresse leur coupant l'accès à l'eau... Le cyclone Chido montre à quel point ce sont les territoires les plus pauvres qui sont touchés en premier lieu par la crise écologique alors même qu'ils en sont les moins responsables. Il est urgent de se mobiliser pour la reconversion écologique de la société, se mobiliser pour la justice sociale et contre le système d'exploitation postcolonial, pour un vrai accès aux droits fondamentaux que sont l'éducation, la santé, le logement... pour soutenir les habitant·es de Mayotte.

L'Etat doit tout mettre en œuvre afin d'aider la population, cela passe par le renforcement des services publics sur l'île. Les retours que nous commençons à avoir de nos camarades du syndicat SUD éducation Mayotte font état des dégradations majeures sur les infrastructures d'éducation et universitaires ainsi que sur les risques sanitaires et épidémiques à venir.

L'université de Mayotte comme le système éducatif jouent un rôle important pour le développement de l'île et de sa population. L'urgence est bien évidemment sanitaire aujourd'hui, dans la sécurisation des personnels et des étudiant·es de l'université comme de l'ensemble de la population de Mayotte, mais le maintien et le développement de cette université de proximité devront constituer une des priorités après cette catastrophe.